Pour une politique d'immigration arrimée aux nouvelles réalités

CRC - 033M
Consultation générale
Planification immigration
au Québec 2024-2027

Victor Piché
Chercheur associé
Chaire de recherche du Canada sur les dynamiques migratoires mondiales
Université Laval

Mémoire présenté dans le cadre de la Consultation publique : Planification
pluriannuelle de l'immigration 2024-2027

10 août 2023

Résumé

Toute politique doit être fondée sur des diagnostics clairs et précis. C'est la seule façon de pouvoir par la suite mesurer et évaluer si les actions prévues et mises en opération ont vraiment atteint leurs buts.

Plusieurs indicateurs utilisés dans le document « Consultation publique : Planification pluriannuelle de l'immigration 2024-2027 » ne respectent pas cette exigence. J'en retiens deux: (1) la notion de capacité d'accueil et (2) l'indicateur de langue maternelle, et par ricochet, celui de la langue parlée à la maison.

Par ailleurs, un indicateur fondamental est absent dans le diagnostic posé dans le document, soit celui de la discrimination.

Enfin, le document fait complètement abstraction des choix fondamentaux de la société québécoise.

La notion de capacité d'accueil difficilement chiffrable

Pour le moment, la notion de capacité d'accueil ne trouve pas d'assise scientifique. Les modèles démo-économiques n'arrivent pas à fixer un seuil qui serait « optimal ».

Comme le document ne nous offre aucune balise pour décider d'un seuil quelconque (entre 50000 et 60000), comment justifier notre choix?

De plus, comment fixer une cible d'immigration permanente quand de l'autre main on augmente l'immigration temporaire, sans la compter dans les seuils?

Recommandations : (1) Le document de consultation donne l'impression que ce seuil existe et que le gouvernement le connaît. À ce stade-ci de nos connaissances, cette notion ne devrait donc pas être utilisée pour justifier une politique d'immigration. (2) Dans une approche plus globale, les seuils d'immigration devraient logiquement comprendre l'immigration temporaire. (3) Il serait intéressant de mettre sur pied un comité scientifique multidisciplinaire (économistes, démographes, sociologues et autres), non seulement pour faire le tour de la question de l'impact de l'immigration, ce qui a été fait maintes fois, mais pour réaliser une ou des études approfondies qui

s'appliqueraient au cas spécifique du Québec. La notion de capacité d'accueil pourrait alors être abordée de façon systématique, ce qui permettrait un véritable débat sur la question.

La politique d'immigration et l'indicateur de langue maternelle : un cul de sac?

La politique d'immigration ne peut pas se fonder sur l'indicateur de langue maternelle. Les journaux du Québec ont fait largement écho des propos du Premier ministre tenus à Paris en janvier 2023. Ces propos laissaient clairement entendre une nette préférence pour les Français. Pour moi, une telle approche est éthiquement inacceptable et démographiquement inutile.

En parlant des Français (ou des Européens), on ouvre la porte à une politique de préférences de groupes définis selon leurs origines nationales. Une telle position se rapproche de l'ancienne politique fédérale des « préférences ethniques » abandonnées dans les années 1960 parce qu'elle était jugée discriminatoire et raciste. Donner des points supplémentaires pour la connaissance de la langue française, comme c'est le cas dans la politique québécoise actuelle, cela peut s'inscrire encore dans une problématique de capital humain et ne vise pas de groupes nationaux ou ethniques. Par contre, en faire un critère exclusif pose de sérieux problèmes éthiques par son caractère nettement discriminatoire.

Démographiquement, l'impact d'une telle politique sur le français « langue maternelle et/ou à la maison » serait minime. En 2021, l'Office québécois de la langue française (OQLF) diffusait un rapport réalisé par des chercheurs de Statistique Canada intitulé *Scénarios de projection de certaines caractéristiques linguistiques de la population du Québec, 2011-2036* (étude réalisée par Jean-Pierre Corbeil et René Houle). Les résultats générés grâce au modèle de microsimulation *Demosim* de Statistique Canada – autorité mondiale dans le domaine – étaient sans équivoque. Advenant que 100 % des immigrants du volet économique s'établissant au Québec provenaient d'un pays de la francophonie, l'effet sur la diminution de poids démographique de la population parlant le français le plus souvent à la maison serait marginal, pour s'établir à 76,5 % plutôt qu'à 75,7 % (scénario de base maximal) en 2036. Il en irait de même si 100 % des immigrants économiques parlaient le français au moment de l'arrivée au pays, le gain ne dépasserait pas un point de pourcentage. Le fait

de considérer ce que d'aucuns appellent des pays « francotropes » n'y changerait rien. Pourquoi alors proposer une telle approche?

Dans les faits, la politique annoncée dans le document pourrait constituer un cas de **discrimination positive** poussée à l'extrême. Certes, la politique actuelle, qui donne des points supplémentaires pour la connaissance du français, constitue dans les faits une mesure de discrimination positive qui repose sur le consensus politique en vigueur depuis les années 1960 visant à remplacer les critères de préférences raciales et ethniques par des critères de capital humain (dont la langue).

Recommandations : (1) Il faut maintenir la politique actuelle de discrimination positive basée sur la langue comme capital humain, politique qui fonctionne d'ailleurs très bien : selon les statistiques d'immigration sur la connaissance du français des immigrants à leur arrivée, le pourcentage connaissant le français est passé de 30% en 1980 à 70% en 2022 alors que l'anglais a diminué (de 30% en 1986 à 18% en 2022). (2) Il faut continuer à miser sur la francisation en remettant la politique d'immigration au diapason de la nouvelle réalité migratoire adoptée par le gouvernement actuel. Il faut souligner que la politique de francisation semble avoir bien fonctionné jusqu'au recensement de 2016 mais elle a un peu déraillé par la suite due à une rupture radicale entre une politique d'immigration favorisant l'immigration temporaire (en forte hausse) sans arrimage de la politique linguistique à cette nouvelle immigration. Cette brèche a été largement mise en évidence avec les données du recensement de 2021. Il aura fallu attendre 2019 pour que ces nouvelles catégories d'immigrants aient accès aux cours de francisation.

Ceci dit, même si le document de consultation dit explicitement que l'immigration temporaire ne fait pas partie de la consultation, il faut applaudir les propositions concernant la francisation des immigrants temporaires.

La discrimination : la grande absente

Le document de consultation aborde indirectement cette question lorsqu'il parle des « actions concrètes pour reconnaître les compétences des personnes immigrantes ». Ne pas parler de discrimination, alors que les études scientifiques sont claires sur son existence, c'est poser un diagnostic très incomplet. En tenir explicitement compte permettrait de mettre en place des actions plus ciblées et efficaces.

Recommandations : (1) Il serait important de travailler au niveau des entreprises (comme cela est suggéré pour la francisation) afin de fixer des cibles concrètes de diversification de la composition de leur main d'œuvre provenant des groupes des minorités visibles. Cela veut dire travailler au niveau des pratiques d'embauche et de promotions qui doivent être revues pour assurer qu'elles ne défavorisent pas certains groupes. (2) Comme ces groupes sont également nettement sous-représentés dans les fonctions publiques provinciale, municipales et régionales ainsi qu'au sein des sociétés d'État, il faut aussi examiner les mêmes processus d'embauche et de promotions dans ces secteurs publics.

Langue et choix de société

Dans les débats actuels sur la langue, comme dans le document de consultation, les indicateurs sont trop souvent sortis de leur contexte historique, tant démographique, économique que politique. Il s'agit en fait d'un débat qui ignore les choix fondamentaux de la société québécoise des 50 dernières années. Un petit rappel.

Le premier choix qu'a fait la société québécoise a été de nature démographique. On parle d'une véritable révolution : les familles québécoises, en même temps que la plupart des familles des sociétés occidentales, ont fait le choix de faire moins d'enfants, en bas du seuil de renouvellement. Rappelons qu'un groupe, pour se reproduire, doit avoir un taux de fécondité de 2,1 enfants. Or ce seuil est en deçà de ce taux depuis 1970.

Ce premier choix historique fondamental explique essentiellement pourquoi le français, défini par l'indicateur de langue maternelle, diminue régulièrement d'un recensement à l'autre et va continuer à diminuer dans le futur. Il s'agit d'une tendance irréversible. Ce choix démographique implique que le français parlé à la maison va également diminuer puisque c'est le groupe de langue maternelle française qui l'alimente à plus de 90%.

Ici, la politique publique n'y peut rien. Certes, les politiques familiales demeurent essentielles pour le bien-être des couples et des enfants, mais elles ne permettent pas de revenir au seuil de remplacement d'antan. Et il n'existe pas de prévisions quant à une remontée éventuelle de la natalité au Québec.

Le deuxième choix de nature également démographique concerne la mobilité résidentielle, surtout à Montréal. Encore ici, depuis longtemps, le groupe de

langue maternelle française quitte l'île de Montréal pour la banlieue. En même temps, l'île constitue le point de chute pour plusieurs groupes immigrants dont une bonne partie n'est pas de langue maternelle française. L'effet net est que le groupe de langue maternelle française diminue sur l'île de Montréal. Contrairement à la fécondité, on ne peut pas qualifier ces choix d'irréversibles puisque l'exode des groupes de langue maternelle française pourrait cesser, voire même s'inverser. Mais, cela n'est pas prévisible pour le moment.

Le troisième choix relève plutôt du domaine économique. Le Québec a opté pour un système économique axé sur la croissance. Aucun parti politique ne remet en question ce modèle de croissance et les promesses électorales tournent presque toutes autour des stratégies de croissance. Or, il s'agit d'un modèle fortement dépendant de la disponibilité de la main d'œuvre. Compte tenu des choix démographiques de la société québécoise, et compte tenu aussi que personne n'ose remettre en question la prémisse de la croissance économique, l'immigration devient de plus en plus centrale pour « combler », ne serait-ce que partiellement, de façon permanente ou temporaire, la demande « croissante » de main d'œuvre. C'est un choix!

Le quatrième choix fondamental fait par la société québécoise, relié au modèle économique dominant, est de stipuler que la croissance économique passe par des stratégies pour rendre le Québec plus compétitif sur le plan international, stratégies qui encouragent l'exportation de « nos » biens et services et qui visent à attirer des entreprises étrangères sur le sol québécois. N'est-ce pas là une des stratégies au cœur du discours économique du gouvernement actuel? Mais alors, il faut bien reconnaître l'impact de ce type de stratégies sur la langue de travail. L'internationalisation **souhaitée** augmente les pressions à l'utilisation de l'anglais et à l'augmentation du bilinguisme sur le marché du travail, particulièrement à Montréal. On aura beau avoir une immigration à 100% francophone, cela ne changera pas la demande de travailleurs bilingues. C'est ainsi que ces immigrants « francophones » devront apprendre l'anglais s'ils veulent compétitionner sur le marché d'emploi. Ironie du sort!

Recommandations : La politique linguistique doit prendre acte de ces choix de société qui, pour le moment, semblent irréversibles. Comment? (1) D'abord, en insistant sur l'importance du français comme langue publique commune, ce qui revient à mettre au centre de la politique des programmes accrus et plus efficaces de francisation. (2) Ensuite, en considérant que le bilinguisme ne constitue pas automatiquement une menace à la langue française. Au contraire,

il pourrait même représenter un indicateur de « réussite » de la stratégie d'internationalisation tant prisée par les partis politiques. (3) Enfin, en reconnaissant la nécessité de redéfinir la francophonie de façon à inclure toutes les personnes qui vivent en français au Québec, indépendamment de leur langue maternelle ou de celle parlée à la maison. Comme le disait Boucar Diouf dans les pages de La Presse (4 juin 2022), les immigrants et, de façon plus large, les personnes issues de l'immigration, sont des alliées et non des ennemies du « peuple » québécois d'origine française.